



**AVIS D'APPEL A CANDIDATURE N°06/2026
AU PROFIT DES FORCES FRANÇAISES STATIONNEES A DJIBOUTI**

Acheteur

MINISTERE DES ARMEES
Direction d'infrastructure de la Défense de Djibouti
SP 40191
00200 HUB ARMEES
Courriel : did-djibouti-marches.contact.fct@intradef.gouv.fr

Objet de l'avis n° 06/2026

Le présent avis a pour objectif de recueillir les candidatures en vue de la passation d'un accord-cadre à bons de commande au profit des Forces Françaises stationnées à Djibouti (FFDJ).

Objet du marché :

Djibouti FFDJ – Accord-cadre à bons de commande relatif à la fourniture de matériels de Quincaillerie et de Serrurerie.

Description succincte du projet :

Le projet consiste à la fourniture et la livraison de matériel de Quincaillerie et de Serrurerie nécessaire à la maintenance et à l'entretien des infrastructures des emprises des Forces Françaises stationnées à Djibouti (FFDJ).

Durée de l'accord cadre

L'accord-cadre est conclu pour (1) année à compter de sa date de notification. Il pourra être prorogé, par l'acheteur (3) fois, par des périodes de 12 mois par tacite reconduction, sans que la durée ne puisse excéder quatre (4) ans.

Valeur maximale de l'accord- cadre : 41 000 000 DJF TTC

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché :

Le marché sera passé avec un entrepreneur unique ou un groupement conjoint dont le mandataire sera obligatoirement solidaire de chacun des membres de ce groupement. Ils devront impérativement proposer une répartition des prestations entre cotraitants.

En cas de groupement, l'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières des membres du groupement est globale.

Les sociétés ne peuvent pas présenter leur candidature en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements.

Les sociétés ne peuvent pas présenter leur candidature dans plusieurs groupements. Par conséquent, chaque cotraitant ne pourra appartenir qu'à un seul groupement

Renseignements d'ordre juridique, économique, financier et technique :

Lors de la remise des dossiers de candidature, le candidat devra présenter les documents suivants :

Références administratives :

- Lettre de candidature ou formulaire DC1 dûment renseigné.
Le formulaires DC1 (lettre de candidature) est disponible à l'adresse suivante <https://www.economie.gouv.fr/daj/les-formulaires-de-declaration-du-candidat>
- Pièce relative au pouvoir des personnes habilitées à engager le candidat ;
- Déclarations relatives aux trois (3) exercices précédents (2023 à 2025) certifiées conformes par la direction générale des impôts du Ministère de l'économie, des finances - chargé de l'industrie et de la planification, ou copie certifiée conforme des imprimés relatifs aux bénéfices professionnels par exercice.
Le candidat précisera la part de ses chiffres d'affaires réalisée pour des prestations similaires à l'objet de l'accord-cadre.
- Attestation générale 2026 recto/ verso certifiée conforme à l'original par la direction des impôts ou par un organisme habilité (district) ;
- Copie du récépissé concernant l'inscription de l'entreprise au registre du commerce, certifiée conforme à l'original par l'organisme habilité (ODPIC) ;
- Copie de la patente 2026 recto/verso, certifiée conforme à l'original par la direction des impôts ou par un organisme habilité (district) **avec mention d'une activité en lien avec l'objet du marché.**
- Déclaration annuelle de situation de la main d'œuvre (DASMO) 2026 ;
- Attestation d'assujetti à la TVA ou TBS, délivrée par la direction des impôts, copie certifiée conforme par l'organisme habilité.
- Extrait du casier judiciaire bulletin n°3 (ou équivalent pour les étrangers) relatif au dirigeant de l'entreprise ;

Références professionnelles et capacités techniques :

- Références sur des contrats similaires sur les 3 dernières années (avec bénéficiaire, montant, lieu d'exécution, descriptif des fournitures...) et joindre des attestations de satisfaction ou de bonne exécution
- Déclaration indiquant les moyens humains (validée par CNSS) et la composition de l'entreprise (effectifs à la date de remise des candidatures)
- Moyens matériels détenus par l'entreprise (locaux de stockage, liste de matériels, logiciels...).

En cas de doute sur les références annoncées, l'administration se réservera la possibilité de demander des compléments d'information.

Le dossier de candidature devra présenter l'ensemble des documents cités ci-dessus.

L'acheteur qui constate que des pièces ou informations dont la présentation était réclamée au titre de la candidature sont absentes ou incomplètes peut demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié et identique pour tous.

Conditions de sélection des candidatures :

La candidature devra respecter la condition minimale suivante, justification à l'appui :

- Chiffre d'affaires annuel moyen du candidat pour ce type de prestation sur les 3 dernières années au moins égal à **15 000 000 DJF**.
- 3 références d'opérations en rapport avec l'objet du marché.
- Disposer de moyens humains et matériels en adéquation au besoin.

Le dossier de candidature devra être rédigé en langue française.

Conditions de délai :

Date limite de réception des plis : 17/08/2026 avant 09h00.

Autres renseignements :Lieu de remise des plis :

Les plis concernant les candidatures doivent parvenir à l'adresse indiquée ci-dessus sous plis cachetés auprès des personnels de la Section Achats Infrastructure uniquement.

Les plis seront remis contre récépissé, exclusivement aux horaires suivants : du dimanche au jeudi de 6h30 à 12h30.

La DID est située dans une enceinte militaire (base aérienne 188). Toute personne non munie d'un badge d'accès désirant déposer un pli, devra prévenir 24 heures avant le jour du dépôt, aux numéros suivants :

- 21.45.11.38
- 21.45.11.49

Date d'envoi de l'avis à la publication : 16/07/2026